

Conférence finale du projet Ruralpi ; 5 octobre 2007 à Courmayeur

Aurélie Trouvé

*CESAER (laboratoire
INRA-ENESAD de Dijon)*

Régionalisation et territorialisation des politiques agricoles

- Renforcement des marges de manœuvre budgétaires et réglementaires des régions
- Différenciation des leviers d'intervention agricole régionale
- Territorialisation des politiques agricoles régionales
- Ouverture des formes de gouvernance à de nouveaux acteurs
- **Politiques agricoles et régions : résistance ou accompagnement des logiques suprarégionales?**
- Perspectives dans le cadre du 2nd pilier de la PAC

Introduction : Contexte et problématique

Crise de la PAC, issue de l'absence d'un compromis stable aux échelons traditionnels de définition des politiques agricoles

Affirmation des Régions européennes en matière de politiques agricoles

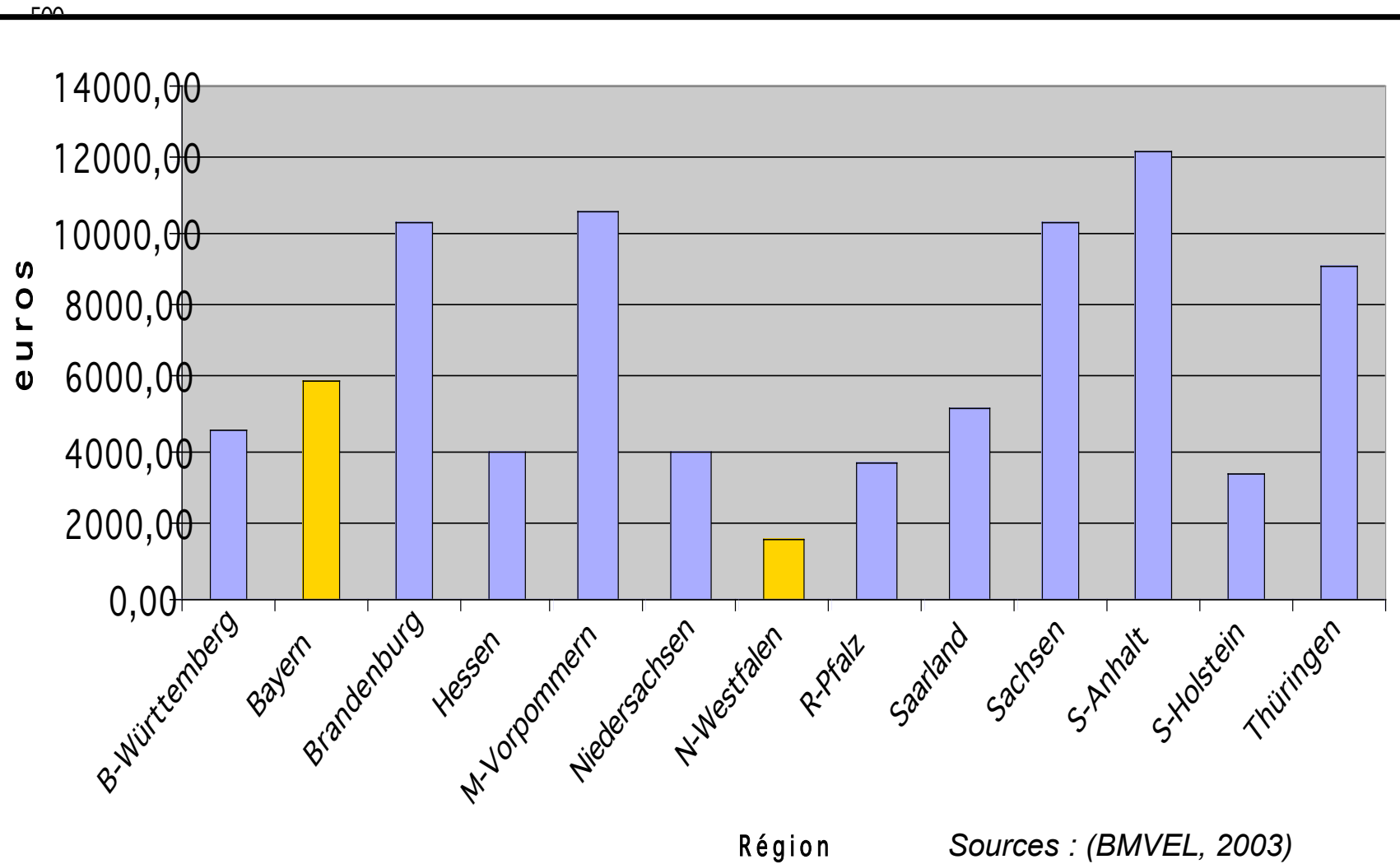
En l'absence d'un compromis stable aux échelons traditionnels de définition des politiques agricoles, les politiques régionales permettent-elles l'émergence de nouveaux compromis autorisant de nouvelles formes de régulation en agriculture ?

1. Les marges de manœuvre budgétaires et réglementaires des régions Européennes :

- De fortes hétérogénéités
- Un renforcement général

<u>Cadres de financement</u>	France + Royaume- Uni (Régions anglaises) + Portugal + ...	Allemagne, Italie, Espagne	Royaume- Uni : Ecosse
• 1^{er} pilier de la PAC	Etat-membre	Etat-membre - Régions	Etat-membre - Régions
• 2nd pilier de la PAC • Volet agricole de la politique régionale européenne • Programmes Etat-régions	Etat-membre - Régions	Régions - Etat-membre	Régions
• Aides spécifiquement régionales	Régions	Régions	Régions

Dépenses propres des Régions en « aides agricoles régionales » / UTA 2002

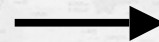


2. Des leviers d'intervention des Régions différenciées :

- Etude statistique des montants 2nd pilier dans 61 régions européennes, classées selon différentes combinaisons des leviers d'intervention agricole

Leviers d'intervention agricole :

- valorisation des externalités environnementales
- compétitivité par la diminution des coûts de production des exploitations
- compétitivité par la qualité et la transformation et commercialisation
- développement rural intégré



Classes

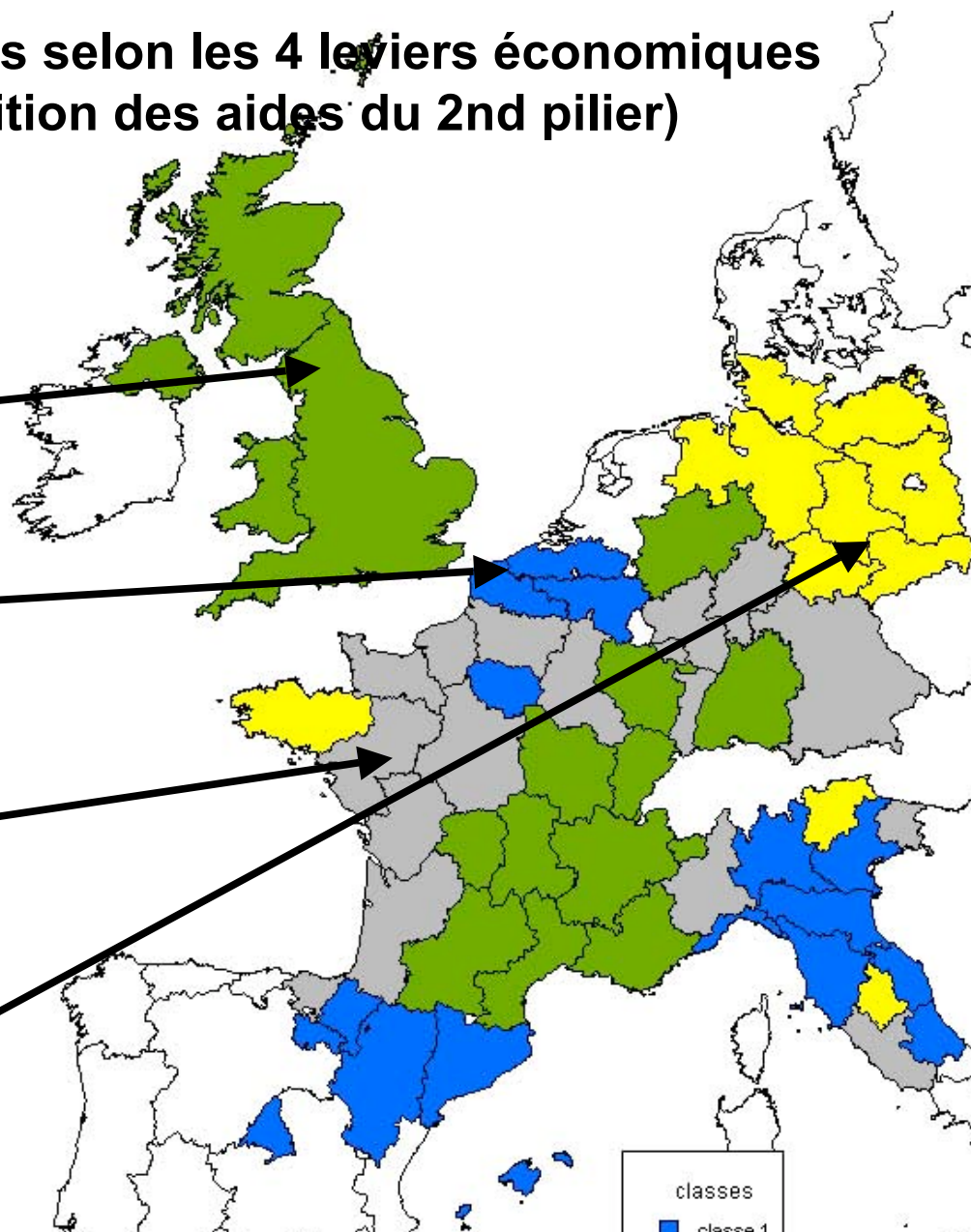
Carte des régions classées selon les 4 leviers économiques (à partir de la répartition des aides du 2nd pilier)

- Classe 1 (valorisation des externalités environnementales)

- Classe 2 (compétitivité des exploitations agricoles)

- Classe 3 (combinaison équilibrée entre leviers d'intervention)

- Classe 4 (développement rural intégré)

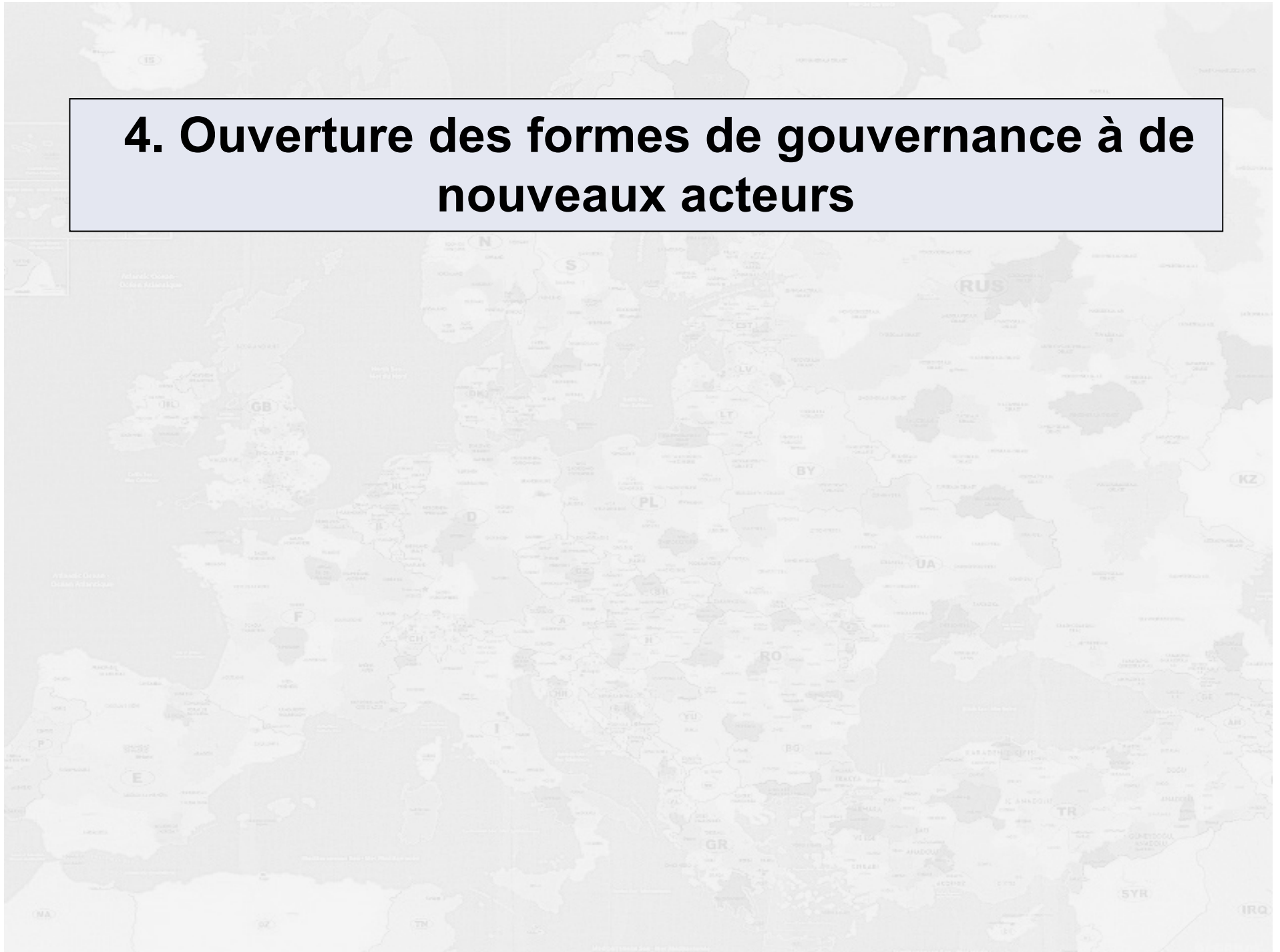


Des formes régionales d'intervention agricole différenciées et démarquées des orientations des Etats-membres

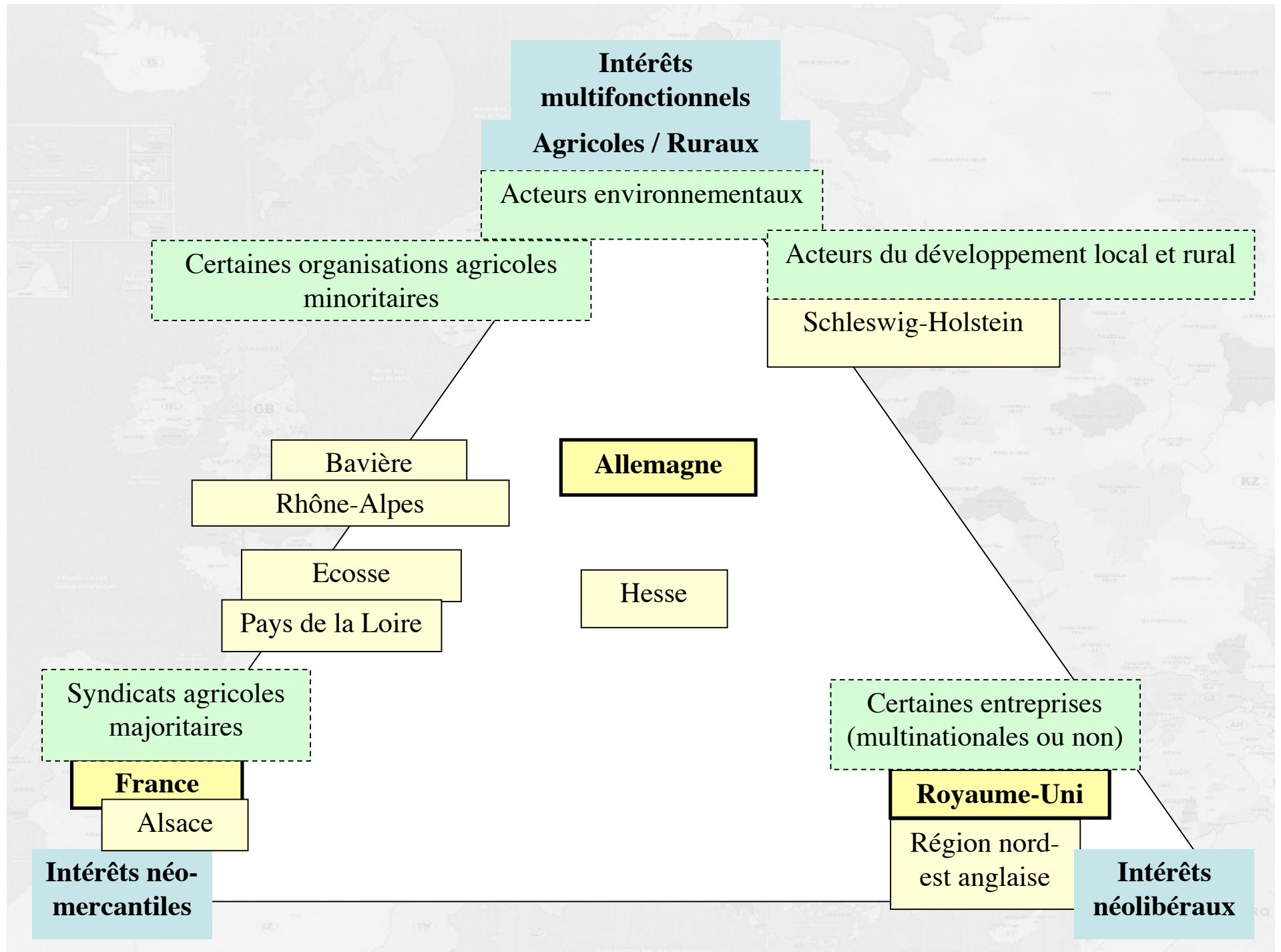
3. Territorialisation des politiques agricoles régionales

<u>Des mécanismes de territorialisation</u>	RA	PDL	Alsa	Hess	SH	Bavi	Ecos	NE
Adaptation des politiques agricoles aux ressources et contextes locaux								
Soutien d'une qualité « territoriale », fondée sur les ressources spécifiques	++	-	-	+	--	++	+	++
Coordination des acteurs sectoriels	+	+	~	+	+	+	+	++
Soutien de nouvelles formes de réduction des coûts de production	-	-	--	+	--	+	+	?
Réponse à des demandes diversifiées en biens et services locaux	++	~	?	+	~	+	+	?
Zonage infrarégional des aides	+	-	?	-	+	-	+	?
Soutien d'actifs agricoles non ou peu soutenus par les échelons national/européen	+	+	-	~	-	+	-	?
Effacement des frontières sectorielles								
Ouverture du cadre organisationnel aux acteurs non agricoles (publics et privés)	+	+	-	+	++	-	~	+
Ouverture des soutiens à des bénéficiaires non agricoles	~	-	-	+	++	~	-	+
Soutien des territoires de projet	+	+	+	+	++	-	-	?
Mise en cohérence des politiques de développement régional, rural et agricole	-	--	--	~	~	~	~	~

4. Ouverture des formes de gouvernance à de nouveaux acteurs



	Acteurs principaux impliqués dans la gouvernance régionale
Rhône-Alpes	Syndicalisme agricole majoritaire et minoritaire + parti politique écologiste
Pays de la Loire	Syndicalisme agricole majoritaire et minoritaire + parti politique écologiste
Alsace	Syndicalisme agricole majoritaire
Hesse	Syndicalisme agricole majoritaire (+ organisations environnementales + acteurs du développement local et rural)
Schleswig-Holstein (avant 2005)	Acteurs environnementaux + du développement local et rural (+ consommateurs)
Bavière	Syndicalisme agricole majoritaire (+ organisations environnementales + consommateurs)
Ecosse	Syndicalisme agricole majoritaire (et minoritaire + organisations environnementales)
Nord-Est anglais	Organisations environnementales (+ syndicalisme agricole majoritaire)



5. Politiques agricoles et régions : résistance ou accompagnement des logiques suprarégionales?

- Renforcement des marges de manœuvre budgétaires et réglementaires des régions
- Différenciation des leviers d'intervention agricole régionale
- Territorialisation des politiques agricoles régionales
- Ouverture des formes de gouvernance à de nouveaux acteurs

→ la région comme échelon pertinent de coordination et d'animation des politiques agricoles territorialisées

Mais :

- Persistance de freins institutionnels propres aux régions (cf. modalités d'attribution des soutiens, modèle co-gestionnaire)
- Existence de contraintes fortes de la part des échelons nationaux, voire infrarégionaux et européen
- Accompagnement des logiques de libéralisation du secteur agricole par :
 - La mise en concurrence des bénéficiaires
 - La dissimulation de la réduction des budgets agricoles et des marges de manœuvre des pouvoirs publics
- Problème de la cohésion interrégionale et des distorsions de concurrence



→ pour une intervention réussie des régions : nécessité de repenser la régulation du secteur aux échelons suprarégionaux

	Groupes d'intérêts privilégiés	Leviers d'intervention activés	Degré de territorialisation	Acteurs économiques de la gouvernance régionale
Zones grises d'agriculture compétitive sur les marchés mondiaux	Intérêts néo-mercantiles + néo-libéraux	Compétitivité des exploitations par la diminution des coûts de production / valorisation des externalités environnementales	Faible degré de territorialisation	Syndicalisme agricole majoritaire + propriétaires fonciers, entrepreneurs
Zones vertes d'agriculture multifonctionnelle	Partisans de la multifonctionnalité agricole + intérêts néo-mercantiles	Equilibre entre les leviers	Renforcement important de la dimension territoriale dans la régulation sectorielle	Syndicalisme agricole minoritaire+ acteurs environnementaux + acteurs du développement local et rural + consommateurs
Zones bleues où l'activité agricole est peu à peu abandonnée	Partisans de la multifonctionnalité rurale + intérêts néo-libéraux	Diversification des économies amélioration des conditions de vie rurales	Forte déssectorisation des politiques agricoles, faible renforcement de la dimension territoriale dans la régulation sectorielle	Acteurs environnementaux + acteurs du développement local et rural + propriétaires fonciers entreprises